

Réformes radicales plutôt que réformes banales

par Götz W. Werner

Le dilemme

D'une part, nous augmentons constamment la productivité de notre économie, ce qui a pour conséquence qu'un nombre toujours plus important de personnes contribuant au rendement économique, tout particulièrement par leur activité d'artisan, que ce soit dans l'agriculture ou dans l'industrie, se retrouvent sans emploi.

Selon moi, je parle ici en tant qu'employeur, ce dilemme n'est qu'apparent. Il en sera cependant un, aussi longtemps que les revenus seront liés au travail. Peter Glotz, récemment disparu, avait déjà affirmé que ce principe ne pourrait pas être maintenu et allait jusqu'à fustiger les rumeurs de plein emploi comme des secrets professionnels de l'establishment.

Le fait est que, en Allemagne, 15 millions de personnes vivent aujourd'hui de leur héritage, d'allocations-chômage ou sociales, du travail au noir ou grâce à l'intervention de tiers. Bref, elles ne vivent plus de leur propre travail ou de celui d'un membre de leur famille.

La voie pour sortir de cette crise ne peut être que celle qui nous sort de ce pseudo-dilemme et elle ne peut être parcourue que dans la mesure où travail et revenu sont dissociés. Cependant, cette dissociation doit elle-même être liée à l'introduction d'un revenu de base sans condition.

Que nous apporte un « revenu de base sans condition » ?

Les prix nets chutent (!) car les salaires sont en partie remplacés par le revenu de base. La baisse des salaires étant cependant compensée, le pouvoir d'achat des particuliers reste intact.

Deuxièmement, l'État peut mettre un terme aux actuels transferts ou autres prestations. Versements supplémentaires à la caisse de retraite, transferts de capitaux entre les agences pour l'emploi et la caisse d'assurance maladie, allocations familiales et allocations logement, prise en charge des frais de transport et autres aides sont supprimés.

Et enfin, le prix des produits destinés à l'exportation et dont l'acquisition est actuellement freinée par une lourde imposition sur le produit et sur le revenu, sera bien moins cher.

Une réforme radicale du système d'imposition doit donc accompagner l'introduction du revenu de base sans condition. Dans une économie mondiale dont les frontières tendent toujours plus à s'estomper, ce dont l'Allemagne en tant que principal exportateur mondial, société post-agraire et post-industrielle a besoin, c'est d'une restructuration du système fiscal, un passage de l'impôt sur le rendement à un impôt

sur le revenu réel en fonction de la consommation intérieure, ce qui revient à une imposition non plus du service prêté, mais de la consommation.

L'impôt sur la consommation revient à lever progressivement la T.V.A. tout en baissant l'impôt sur les sociétés.

A ceux qui y voient un pur encouragement à augmenter les bénéfices des entrepreneurs, je rappellerai que les impôts, quels qu'il soient, sont de toute façon inclus dans le prix de la consommation finale. Aujourd'hui déjà, le consommateur s'acquitte de lourds impôts au travers de prix plus élevés. La méfiance n'est pas de mise, ici.

Cette méfiance est, selon moi, le reflet d'une vision de l'homme négative et voilà bien, l'obstacle, actuellement, à une réforme radicale du système fiscal.

Alors que l'on peut penser que les décideurs profitent des structures actuelles, les décideurs, eux, semblent partir du fait que le revenu de base sans condition paralyserait la volonté de travailler des citoyens.

L'avenir du travail

Personnellement, je pense, cependant, que le revenu de base contribuera à éviter que le citoyen ne cherche un travail où il aura à accomplir des tâches ne correspondant aucunement à ses compétences et capacités effectives, et qu'il aura, au contraire, la possibilité de postuler à un poste lui permettant de développer entièrement son potentiel effectif. La conséquence serait alors que, de plus en plus, chacun chercherait un poste de travail lui semblant profitable, parce que, d'une part, il correspondrait à ses intentions et d'autre part, parce qu'il répondrait globalement aux exigences morales d'un poste de travail.

Un énorme potentiel en découlerait également pour les prestations de services offertes autour de l'homme, qu'il s'agisse de soins aux personnes âgées et malades, de tâches d'éducation ou dans le domaine culturel.

Le revenu de base : garantie de liberté d'action

En tant qu'entrepreneur, enfin, j'attends de cette réforme qu'elle stimule de façon nette l'organisation autonome et la responsabilité individuelle. Il ne serait pas question de subventions de l'État en faveur des « Ich-AGs » (équivalent allemand d'une EURL) mais bien d'une aide à l'initiative entrepreneuriale, l'État favorisant la liberté d'action de ses citoyens qui leur permet de se prendre en charge eux-mêmes.

Une réalité objective est cependant le fait que tout travail effectué sous le principe de la division du travail est une prestation fournie, non pour soi-même, comme le laisserait supposer le terme en soi, mais une prestation fournie à tiers. L'économie forme ainsi un processus permanent d'échanges de services fournis, une contribution globale, apportée les uns aux autres.

La macroéconomie étant une forme organisée de services réciproques, la politique du revenu, celles sociale et fiscale doivent être orientées de telle sorte qu'elles favorisent cette organisation autant que possible.

Je pense que cela n'est possible que dans la mesure où en garantissant un revenu de base, nous garantissons également une liberté d'action, nous croyons en la volonté de nos citoyens de nous accorder leur contribution, de manière raisonnable et responsable, et dans la mesure où nous acceptons le fait que notre économie nationale est capable d'apporter, avec ses méthodes de production modernes, des revenus suffisants pour l'ensemble des citoyens et que chaque personne en Allemagne peut vivre de manière décente et stable. - Délivrée, donc, de l'« obligation » de travailler et de la prétendue honte qu'il y a à être au chômage.